- Arrêt commercial -

(A)

Audience publique du vingt-huit novembre deux mille un.

Numéro 25013 du rôle.

Composition :

Georges SANTER, président de chambre;
Irène FOLSCHEID, premier conseiller ;
Monique BETZ, premier conseiller ;
Pascale BIRDEN, greffier.

Entre:

la **société anonyme** (Soc. 1.) S.A., établie et ayant son siège social à L-
(...), représentée par
son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Guy
ENGEL de Luxembourg en date du 8 août 2000,

comparant par Maître Benoît ARNAUNE-GUILLOT, avocat à la Cour
à Luxembourg,

et:

la **société anonyme** (Soc. 2.) S.A., établie et ayant son siège
social à F- (...), représentée par son conseil
d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit ENGEL,

comparant par Maître Rita REICHLING, avocat à la Cour à
Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Statuant sur la demande de la société anonyme (Soc. 2.) en paiement « d'un montant de 478.560,- francs du chef d'intérêts de retard de 15% redû sur un montant principal de 2.791.742,- francs représentant la totalité des factures émises pendant la période du 7 mai au 5 août 1996, toutes réglées avec du retard », le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement en application de l'article 76 du nouveau code de procédure civile, a par jugement du 4 mai 2000 condamné la société anonyme ETABLISSEMENTS (Soc. 1.) au paiement du montant en question.

De ce jugement signifié le 12 juillet 2000, ETABLISSEMENTS (Soc. 1.) S.A. a relevé appel par exploit du 8 août 2000.

Par conclusions notifiées le 8 novembre 2000, l'intimée (Soc. 2.) S.A. soulève l'irrecevabilité de l'appel au motif que l'acte d'appel contient assignation à date fixe alors « qu'en l'espèce assignation à comparaître dans le délai de quinze jours outre les délais de distance de quinze jours supplémentaires pour le cas présent, aurait dû être donnée » et « que l'acte d'appel n'indique pas, ainsi que l'article 585.2 du nouveau code de procédure civile l'impose à peine de nullité, l'indication du délai de quinze jours dans lequel l'intimé est tenu de constituer avocat, ni même seulement l'indication de son obligation de comparaître par ministère d'avocat à la Cour ».

L'appelante ETABLISSEMENTS (Soc. 1.) fait valoir que les susdites conclusions sont postérieures aux conclusions de l'intimée notifiées le 19 septembre 2000 dans lesquelles cette partie n'a pas émis de contestations quant à la recevabilité de l'acte d'appel, mais s'est bornée à contester des éléments de fond du litige, qu'il y a donc eu défense au fond et qu'il ne saurait être question d'irrecevabilité alors qu'aucune formalité substantielle empêchant les droits de la défense n'a été violée.

Contrairement à l'opinion de l'appelante, les formes de procédure prescrites en matière civile et commerciale relèvent de l'organisation judiciaire et sont de ce fait d'ordre public. Leur violation constitue une nullité de fond, étrangère aux dispositions de l'article 264 alinéa 2 du nouveau code de procédure civile, et a pour sanction l'irrecevabilité de l'appel.

Il en est ainsi en particulier, comme en l'espèce, du mode de comparution, à savoir par voie de constitution d'avocat ou à date fixe, dont l'inobservation peut être soulevée à toute hauteur de la

procédure et doit même être sanctionnée d'office par la juridiction saisie.

L'appelante ne saurait dès lors s'opposer à l'examen de l'exception soulevée par l'intimée au motif qu'elle ne l'avait pas fait avant toute défense au fond, les parties ayant par ailleurs eu la possibilité, au cours des conclusions échangées par après, de prendre position quant à ce moyen.

En donnant assignation à la partie intimée à comparaître à date déterminée devant la quatrième chambre de la Cour d'appel, l'appelante a omis d'indiquer le délai dans lequel l'intimée est tenue de constituer avocat ni surtout l'obligation pour l'intimée de comparaître par ministère d'avocat à la Cour, violant une formalité essentielle de l'exploit qui est ainsi entaché de nullité.

Il s'ensuit que l'appel est à déclarer irrecevable.

L'appelante ayant relevé un appel irrecevable dont elle supportera les frais, elle ne saurait prospérer dans sa demande en obtention d'une indemnité de procédure.

L'appelante par contre ayant dû recourir aux services rémunérés d'un litismandataire pour se défendre contre un appel irrecevable, il serait inéquitable de laisser à sa charge l'entièreté des sommes exposées par elle non comprises dans les dépens. Sa demande basée sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile est à déclarer fondée à concurrence de 20.000,- francs.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

déclare irrecevable l'appel ;

déboute l'appelante ETABLISSEMENTS *Sc.1.)* S.A. de sa demande basée sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile ;

condamne l'appelante ETABLISSEMENTS *Sc.1.)* S.A. à payer à l'intimée *Sc.2.)* S.A. une indemnité de procédure de 20.000,- francs ;

condamne l'appelante ETABLISSEMENTS *Sc.1.)* S.A. aux frais et dépens de l'instance d'appel.